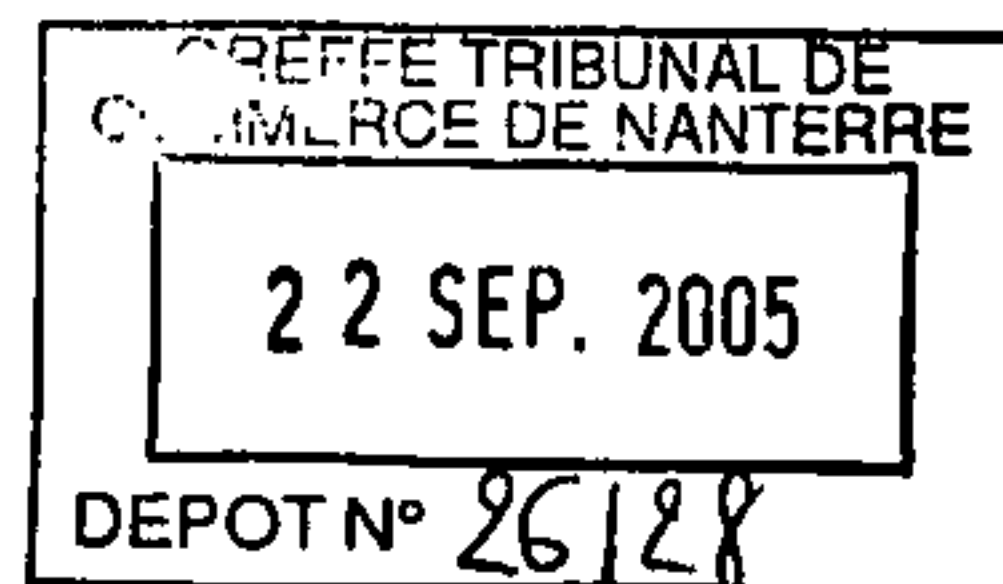




LISTE DES SIEGES SOCIAUX ANTERIEURS DE LA SOCIETE

SARL A.C.E.S.

(Article 53 du décret du 30 mai 1984)

Le soussigné :

Sylvain FAJNMAN

Agissant en qualité de Gérant de la société SARL A.C.E.S. au capital de €. 8 000
immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Créteil sous le n° 412 063 166.

Déclare, conformément aux dispositions de l'article 53 du Décret du 30 mai 1984 :

Que les sièges sociaux antérieurs de la société ont été les suivants :

Adresse

167, rue de Paris
94220 CHARENTON LE PONT

Greffe du Tribunal

CRETEIL

Fait le 29 août 2005

En 2 exemplaires

Le Gérant

Sylvain FAJNMAN

Pour extrait conforme,
Le Gérant
Sylvain FAJMAN

**PROCES VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
EXTRAORDINAIRE DU 29 AOUT 2005**

L'an deux mille cinq, le vingt neuf août à 18 Heures.

Les associés de la société SARL A.C.E.S., société à responsabilité limitée au capital de €. 7 622,45, ayant son siège social 167, rue de Paris (94220) CHARENTON LE PONT immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Créteil sous le numéro 412 063 166, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire au siège social sur convocation de la gérance.

Il a été dressé une feuille de présence qui a été signée par chaque associé présent au moment de son entrée en séance, tant à titre personnel que le cas échéant comme mandataire.

L'assemblée est présidée par Monsieur Sylvain FAJNMAN, gérant.

Les associés présents ou représentés totalisent plus des trois quarts des parts sociales, l'assemblée peut donc valablement délibérer.

Lecture est donnée de l'ordre du jour inclus en ces termes dans la convocation adressée aux associés :

- Modification de l'objet social,
- Transfert du siège social,
- Modification de l'enseigne,
- Conversion du capital social en euros,
- Modification corrélative des statuts,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités,
- Questions diverses.

Sont à la disposition des associés, sur le bureau de l'assemblée : les statuts, la copie de la convocation, les documents sus énoncés adressés aux associés, la feuille de présence et les pouvoirs.

Le Président déclare à l'assemblée qui lui en donne acte que les associés ont pu exercer au siège social le droit de communication qui leur est reconnu par les textes.

Lecture est donnée du rapport de la gérance.

Après échanges de vues, plus personne ne demandant la parole, les associés statuent sur les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale des associés, décide que suite à la vente de son fonds de commerce, la société exercera désormais l'activité de centre d'amincissement et autres soins corporels ainsi que la vente de produits de soins corporels.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

En conséquence de ce qui précède, l'assemblée Générale des associés décide de modifier la rédaction de l'article 2 des statuts comme suit :



ARTICLE 2 - OBJET

La société a pour objet en France, dans les départements d'outre-mer et dans tous pays étrangers :

- centre d'amincissement et autres soins corporels,
- vente de produits de soins corporels,
- et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes pouvant favoriser son extension ou son développement.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale des associés, décide de transférer le siège social de la société du 167, rue de Paris (94220) CHARENTON LE PONT au 9, rue du Hameau Fleuri (92100) BOULOGNE à compter de ce jour.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

En conséquence de ce qui précède, l'assemblée Générale des associés décide de modifier la rédaction de l'article 5 des statuts comme suit :

ARTICLE 5 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : 9, rue du Hameau Fleuri (92100) BOULOGNE

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

L'assemblée générale des associés, décide de modifier l'enseigne de la société en remplaçant l'enseigne actuelle CLEAN DISCOUNT par l'enseigne THERAFORM. En conséquence le dernier paragraphe de l'article 3 des statuts sera modifié comme suit :

L'enseigne est "THERAFORM".

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale des associés décide de convertir en Euros le capital social dont le montant est de 50 000 Francs, composé de 500 parts sociales de 100 Francs chacune, par conversion de la valeur nominale de la part sociale à l'Euro immédiatement supérieur, en portant celle-ci de 15,245 € à 16 €. De ce fait elle décide une augmentation de capital de 377,50 € par incorporation de pareille somme prélevée sur le poste "Autres réserves".

Le capital social ressortira ainsi à 8 000 € composé de 500 parts sociales de 16 € chacune.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.



SEPTIEME RESOLUTION

En conséquence de ce qui précède, l'assemblée générale des associés décide de compléter l'article 6 des statuts par la mention suivante :

L'assemblée générale du 29 août 2005 a décidé de convertir le capital social en euros par conversion de la valeur nominale de la part à l'euro immédiatement supérieur, le capital social a été augmenté de la somme de 377,50 € prélevée sur le poste "autres réserves".

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

HUITIEME RESOLUTION

En conséquence de ce qui précède, l'assemblée générale des associés décide de modifier la rédaction du premier paragraphe de l'article 7 des statuts comme suit :

ARTICLE 7 - CAPITAL

Le capital social est fixé à HUIT MILLE (8000) Euros, divisé en CINQ CENTS (500) parts de SEIZE (16) Euros chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 500, et attribuées aux associés en proportion de leurs apports respectifs, savoir :

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

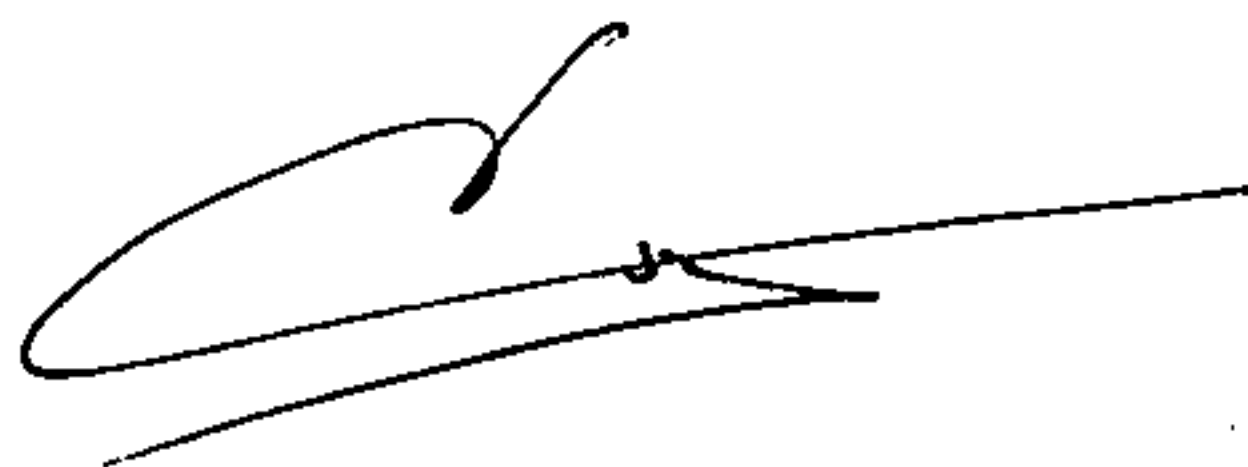
NEUVIEME RESOLUTION

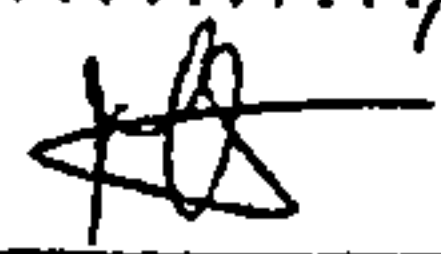
L'assemblée générale des associés donne tous pouvoirs aux porteurs de copie ou d'extrait du présent procès-verbal pour effectuer tout dépôt ou formalités prescrites par la loi.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

De tout ce qui précède il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par la gérance.

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'S' or 'C' shape followed by a horizontal line and a small flourish.

VISE POUR TIMBRE ET ENREGISTRE A LA RECEPTE
 DE Charente LE 06.05.97
 F° 79 SORD. 137/1
 REÇU [- DI DE TIMBRE ... Neaut
 - DI D'ENREGI ... 500 fr...
 SIGNATURE : 

A.C.E.S.

Société à responsabilité limitée
 Capital social : 8 000 €

Siège social :
 9, rue du Hameau Fleuri
 92100 BOULOGNE

RCS Nanterre 412 063 166

STATUTS

Mise à jour: 29 août 2005

LES SOUSSIGNES

Monsieur FAJNMAN Sylvain
né le 8 septembre 1955 à BOULOGNE BILLANCOURT (92100)
demeurant 8 rue Paul Bert 94160 SAINT MANDE
marié sous le régime de la séparation de biens
de nationalité française

Madame RAP Betty épouse FAJNMAN
née le 11 avril 1934 à PARIS (75011)
demeurant 45 rue de l'Alouette 94160 SAINT MANDE
mariée sous le régime de la communauté légale
de nationalité française

Monsieur SCIARI Richard Raphaël
né le 12 septembre 1945 à ALGER (Algérie)
demeurant 12 avenue Alphand 94160 SAINT MANDE
marié sous le régime de la séparation de biens

ont établi, ainsi qu'il suit, les statuts de la Société à Responsabilité Limitée qu'ils sont convenus d'instituer.

TITRE I

FORME - OBJET - DENOMINATION

DUREE - EXERCICE SOCIAL - SIEGE

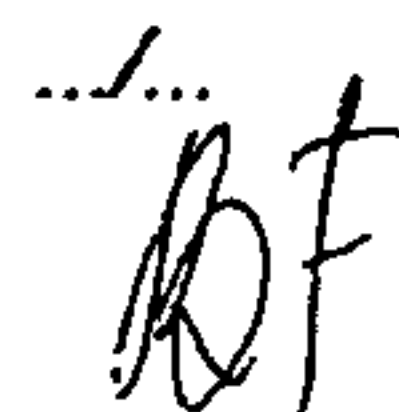
Article 1 - FORME

Le société est une Société à Responsabilité Limitée.

Article 2 - OBJET

La société a pour objet en France, dans les départements d'outre-mer et dans tous pays étrangers :

- centre d'amincissement et autres soins corporels,
- vente de produits de soins corporels,



- et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes pouvant favoriser son extension ou son développement.

Article 3 - DENOMINATION

La dénomination de la société est :

A. C. E. S.

Dans tous les actes et documents émanant de la société, cette dénomination doit être précédée ou suivie des mots "Société à Responsabilité Limitée" ou des initiales "S.A.R.L." et de l'énonciation du capital social.

L'enseigne est " THERAFORM".

Article 4 - DUREE DE LA SOCIETE - EXERCICE SOCIAL

1 - La durée de la société est fixée à 99 années à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

2 - L'année sociale commence le 1er octobre et finit le 30 septembre.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 30 septembre 1998. En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de formation et repris par la société seront rattachés à cet exercice.





.../...


Article 5 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : 9, rue du Hameau Fleuri (92100) BOULOGNE

TITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL - PARTS SOCIALES

Article 6 - APPORTS - FORMATION DU CAPITAL

- Monsieur FAJNMAN Sylvain apporte à la société la somme en espèces de quarante neuf mille francs ci	49 000,00 F
- Madame RAP Betty épouse FAJNMAN apporte à la société une somme en espèces de cinq cents francs ci	500,00 F
- Monsieur SCIARI Richard Raphaël apporte à la société une somme en espèces de cinq cents francs ci	<u>500,00 F</u>
Soit ensemble, la somme totale de cinquante mille francs ci	<u>50 000,00 F</u> =====

Cette somme de cinquante mille francs a été, dès avant ce jour, déposée à la
BANQUE NATIONALE DE PARIS, 24, avenue de Versailles 75016 PARIS, à un
compte ouvert au nom de la société en formation, sous le numéro
Elle sera retirée par la gérance sur présentation du certificat du Greffe du Tribunal de
Commerce attestant l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des
Sociétés.



L'assemblée générale du 29 août 2005 a décidé de convertir le capital social en euros par conversion de la valeur nominale de la part à l'euro immédiatement supérieur, le capital social a été augmenté de la somme de 377,50 € prélevée sur le poste "autres réserves".

Article 7 - CAPITAL

Le capital social est fixé à HUIT MILLE (8000) Euros, divisé en CINQ CENTS (500) parts de SEIZE (16) Euros chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 500, et attribuées aux associés en proportion de leurs apports respectifs, savoir :

Monsieur FAJNMAN Sylvain
à concurrence de quatre cent quatre vingt dix
parts sociales portant les numéros
de 1 à 490 en rémunération
de son apport en numéraire
ci 490 parts

Madame RAP Betty épouse FAJNMAN
à concurrence de cinq
parts sociales portant les numéros
de 491 à 495 en rémunération
de son apport en numéraire
ci 5 parts

Monsieur SCIARI Richard Raphaël
à concurrence de cinq
parts sociales portant les numéros
de 496 à 500 en rémunération
de son apport en numéraire
ci 5 parts

Total égal au nombre de parts composant
le capital social 500 parts
=====

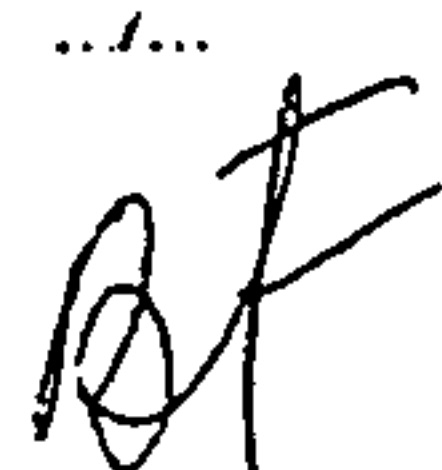
Les soussignés déclarent que toutes les parts représentant le capital social leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus correspondant à leurs apports respectifs et sont toutes entièrement libérées.

Article 8 - AUGMENTATION ET REDUCTION DE CAPITAL

Toute modification du capital social sera décidée et réalisée dans les conditions et avec les conséquences prévues à cet effet par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.



.../...



Article 9 - PARTS SOCIALES

1 - La propriété des parts résulte simplement des présents statuts, des actes ultérieurs qui pourraient modifier le capital social et des cessions et attributions qui seraient régulièrement réalisées.

2 - Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit légal dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social. Elle donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions collectives des associés.

3 - La réunion de toutes les parts sociales en une seule main n'entraîne pas la dissolution de la société et continue d'exister avec un associé unique. Dans ce cas, l'associé unique exerce tous les pouvoirs dévolus à l'Assemblée des Associés.

Article 10 - CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

1 - La cession des parts sociales s'opère par un acte authentique ou sous signatures privées. Pour être opposable à la société, elle doit lui être signifiée ou être acceptée par elle dans un acte notarié. Toutefois, la signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.

La cession n'est opposable aux tiers qu'après l'accomplissement de ces formalités et, en outre, après publicité au Registre du Commerce et des Sociétés.

2 - Lorsque la société comporte plus d'un associé, les parts sociales ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'après le consentement de la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, cette majorité étant en outre déterminée compte tenu de la personne et des parts sociales de l'associé cédant.

Le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés.

Toutefois, les opérations de toute nature réalisées par l'associé unique sont libres.

3 - En cas d'apport de biens ou de deniers communs, ou d'acquisition de parts sociales au moyen de deniers communs, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur peut revendiquer personnellement la qualité d'associé pour la moitié des parts souscrites et ce, dans les conditions et selon les modalités prévues par la Loi.



4 - Les parts sociales sont librement transmissibles par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux.

Article 11 - DECES - INTERDICTION - FAILLITE D'UN ASSOCIE

La société n'est pas dissoute lorsqu'un jugement de liquidation judiciaire, la faillite personnelle, l'interdiction de gérer ou une mesure d'incapacité est prononcée à l'égard de l'un des associés. Elle n'est pas non plus dissoute par le décès d'un associé. Mais si l'un de ces événements se produit en la personne d'un Gérant, il entraînera cessation de ses fonctions de Gérant.

TITRE III

ADMINISTRATION - CONTROLE

Article 12 - GERANCE

1 - La société est gérée par une ou plusieurs personnes physiques choisies parmi les associés ou en dehors d'eux.

Chacun des Gérants engage la société, sauf si ces actes ne relèvent pas de l'objet social et que la société prouve que les tiers en avaient connaissance. Il a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux. Il a signature sociale.

Dans leurs rapports entre eux et avec les coassociés et à titre de mesure d'ordre intérieur, les Gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément - sauf le droit de chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle ne soit conclue - pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société.

Toutefois, les emprunts, à l'exception des crédits en banque et des prêts ou dépôts consentis par des associés, les achats, échanges et ventes d'établissements commerciaux ou d'immeubles, les hypothèques et nantissements, la fondation de sociétés et tous apports à des sociétés constituées ou à constituer, ainsi que toute prise d'intérêt dans ces sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation des associés aux conditions de majorité ordinaire, sans toutefois que cette limitation de pouvoir, qui ne concerne que les rapports des associés entre eux, puisse être opposée aux tiers.



.../...



2 - Chaque Gérant a droit à une rémunération dont les modalités sont déterminées par une décision collective ordinaire des associés.

3 - Sauf disposition contraire de la décision qui les nomme, les Gérants ne sont tenus de consacrer que le temps nécessaires aux affaires sociales.

Les Gérants peuvent d'un commun accord et sous leur responsabilité, constituer des mandataires spéciaux et temporaires pour la réalisation d'opérations déterminées.

Les Gérants sont responsables, individuellement ou solidairement en cas de faute commune, envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des présents statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

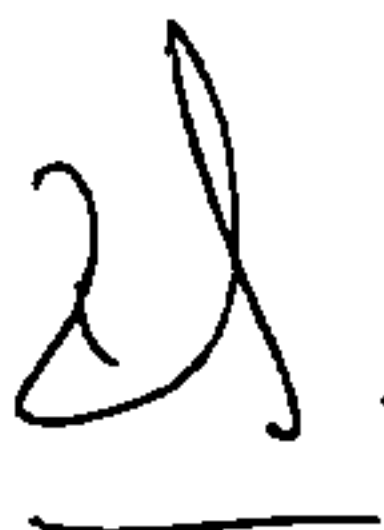
Si plusieurs Gérants ont coopéré aux mêmes faits, le tribunal détermine la part contributive de chacun dans la réparation du dommage.

4 - Tout Gérant, associé ou non, nommé ou non dans les statuts, est révocable par décision ordinaire de la collectivité des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

En cas de cessation de fonction par l'un des Gérants, pour un motif quelconque, la gérance reste assurée par le ou les autres Gérants. Si le Gérant qui cesse ses fonctions était seul, la collectivité des associés aura à nommer un ou plusieurs autres Gérants, à la diligence de l'un des associés et aux conditions de majorité prévues par la Loi.

Article 13 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être nommés. Ils exercent leur mission de contrôle conformément à la Loi. Les Commissaires au Comptes sont désignés pour six exercices.



TITRE IV

DECISIONS DES ASSOCIES

Article 14 - DECISIONS COLLECTIVES

1 - La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qualifiées d'extraordinaires quant elles concernent tout objet pouvant entraîner directement ou indirectement une modification des statuts, et d'ordinaires dans tous les autres cas.

2 - Ces décisions sont prises, au choix de la gérance, soit en Assemblée Générale, soit par consultation écrite des associés. Elles peuvent également résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte. Toutefois, la réunion d'une Assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice.

3 - Les Assemblées Générales sont convoquées par la gérance ou à défaut par le Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, ou encore à défaut par un mandataire désigné en justice à la demande de tout associé.

Pendant la période de liquidation, les Assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs.

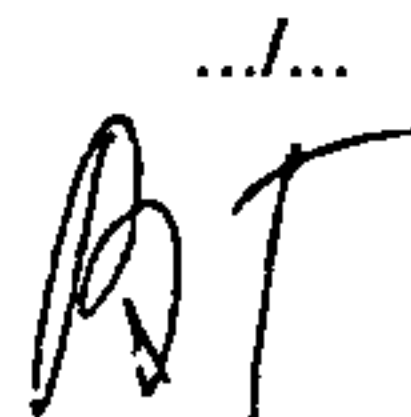
Les Assemblées Générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation.

4 - En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, à son dernier domicile connu, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour émettre leur vote par écrit, le vote étant, pour chaque résolution, formulé par les mots "oui" ou "non".

La réponse est adressée à l'auteur de la consultation par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

5 - Lorsque les décisions résultent du consentement de tous les associés exprimé dans un acte, celui-ci doit comporter les noms de tous les associés et la signature de chacun d'eux. Cet acte est établi sur le registre des procès-verbaux.



6 - Chaque associé a droit de participer aux décisions, et disposer d'un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède, sans limitation.

Un associé peut se faire représenter par son conjoint, sauf si la société ne comprend que les deux époux.

Il peut aussi se faire représenter par un autre associé justifiant de son pouvoir, à condition que le nombre des associés soit supérieur à deux.

TITRE V

AFFECTATION DES RESULTATS - REPARTITION DES BENEFICES

Article 15 - ARRETE DES COMPTES SOCIAUX

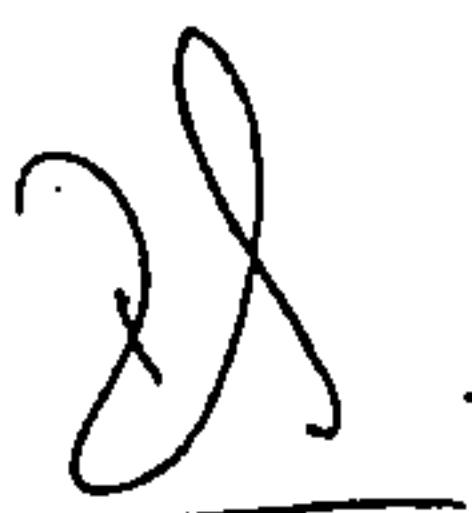
Il est dressé à la clôture de chaque exercice, par les soins de la gérance, un inventaire de l'actif et du passif de la société, et des comptes annuels conformément aux dispositions du Titre II du Livre 1er du Code de Commerce.

La gérance procède, même en cas d'absence ou d'insuffisance de bénéfice, aux amortissements et provisions prévus ou autorisés par la Loi.

Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la société, ainsi qu'un état des sûretés consenties par elle sont annexés à la suite du bilan.

La gérance établit un rapport de gestion sur la situation de la société et l'activité de celle-ci pendant l'exercice écoulé.

Chaque année, dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés sont réunis par la gérance pour statuer sur les comptes dudit exercice et l'affectation des résultats.



.../...
SF MF

Article 16 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la société, y compris tous amortissements et provisions, constituent le bénéfice.

Sur ce bénéfice diminué le cas échéant des pertes antérieures, sont prélevées tout d'abord les sommes à porter en réserve en application de la Loi ou des statuts.

Ainsi, il est prélevé 5% pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

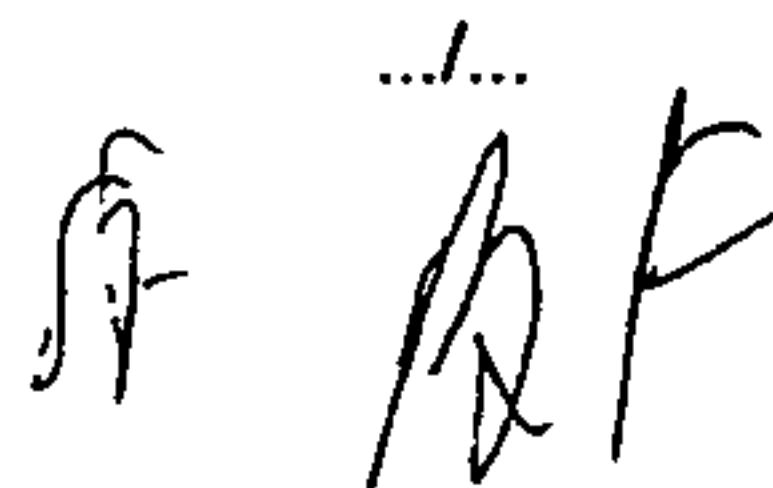
Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la Loi, et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est réparti entre tous les associés proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

Cependant, hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la Loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

Toutefois, après prélèvement des sommes portées en réserve, en application de la Loi et des présents statuts, les associés peuvent, sur proposition de la gérance, reporter à nouveau tout ou partie de la part leur revenant dans le bénéfice, ou affecter tout ou partie de cette part à toutes réserves générales ou spéciales dont ils décident la création et déterminent l'emploi s'il y a lieu.

Les pertes, s'il en existe, sont imputées sur les bénéfices reportés des exercices antérieurs ou reportées à nouveau.



TITRE VI

PROROGATION - TRANSFORMATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 17 - PROROGATION

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, la gérance doit provoquer une réunion de la collectivité des associés à l'effet de décider, dans les conditions requises pour la modification des statuts, si la société doit être prorogée.

Article 18 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

L'Assemblée délibère aux conditions de majorité prévues pour la modification des statuts.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la Loi, réduit d'un montant égal au montant des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

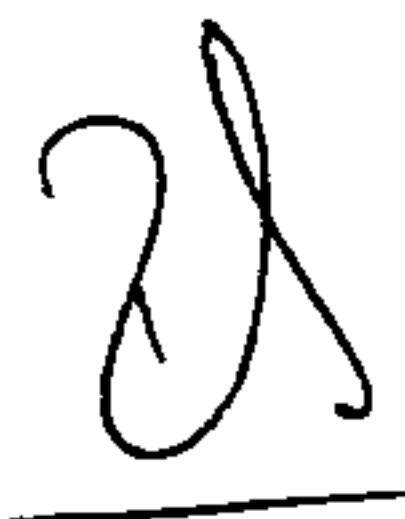
La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins à ce montant minimum.

En cas d'inobservation des prescriptions de l'un ou plusieurs des alinéas qui précèdent, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les associés n'ont pu délibérer valablement.

Article 19 - TRANSFORMATION

La société peut être transformée en une Société d'une autre forme par décision collective des associés statuant aux conditions de majorité prévues pour la modification des statuts.

Toutefois, la transformation en Société en Nom Collectif, en Commandite Simple, en Commandite par actions, en Société par actions simplifiée ou en Société Civile, exige l'unanimité des associés.



.../...
SF BF

La transformation de la société Anonyme peut être décidée par les associés représentant la majorité des parts sociales, si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent le montant fixé par la Loi.

La décision de transformation en Société Anonyme ou en Société par actions simplifiée est précédée des rapports des Commissaires déterminés par la Loi. Le Commissaire à la transformation est désigné par Ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête, ou par décision unanime des associés.

Les associés doivent statuer sur l'évaluation des biens composant l'actif social et l'octroi des avantages particuliers ; ils ne peuvent les réduire qu'à l'unanimité.

A défaut d'approbation expresse des associés, mentionnée au procès-verbal, la transformation est nulle.

Article 20 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La société est dissoute par l'arrivée de son terme - sauf prorogation -, par la perte totale de son objet, par l'effet d'un jugement ordonnant la liquidation judiciaire ou la cession totale des actifs, par décision judiciaire pour justes motifs.

La dissolution anticipée peut aussi résulter d'une décision collective extraordinaire des associés. En cas de dissolution, la société entre en liquidation.

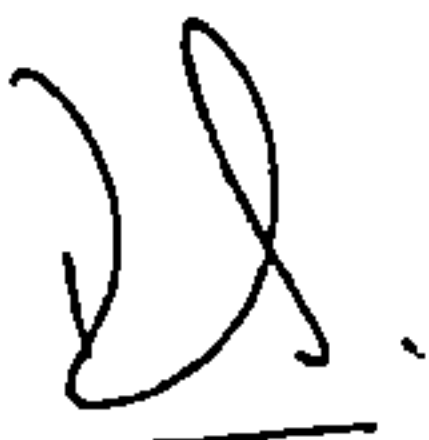
Toutefois, cette dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle a été publiée au Registre du Commerce et des Sociétés.

Le personnalité de la société subsiste pour les besoins de la liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci. La mention "Société en liquidation" ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la société.

La liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs nommés à la majorité des parts sociales, pris parmi les associés ou en dehors d'eux. La liquidation est effectuée conformément à la Loi.

Le produit net de la liquidation est employé d'abord à rembourser le montant des parts sociales qui n'aurait pas encore été remboursé. Le surplus est réparti entre les associés au prorata du nombre des parts appartenant à chacun d'eux.

Lorsque la société ne comprend qu'un associé, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne, dans les conditions prévues par la Loi, la transmission du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.



.../...



Article 21 - CONTESTATIONS

Toutes contestations susceptibles de surgir pendant la durée de la société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les associés, les organes de gestion et la société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront jugées conformément à la Loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

PERSONNALITE MORALE

FORMALITES CONSTITUTIVES

Article 22 - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE

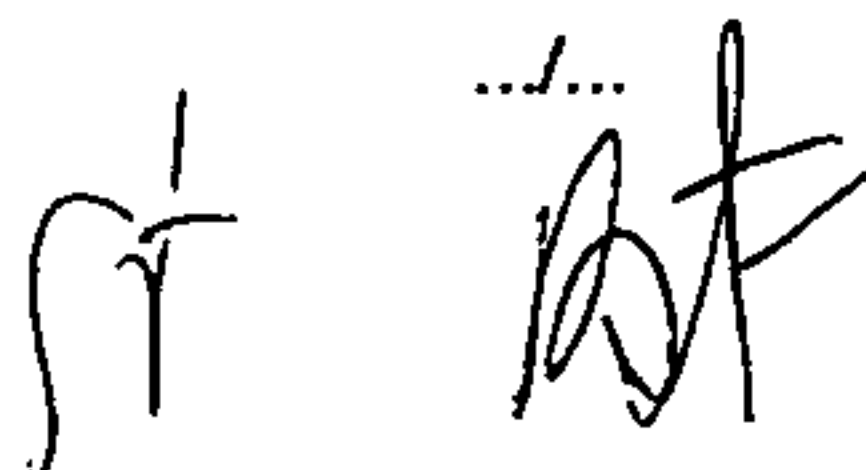
1 - La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

2 - Toutefois, les associés approuvent les actes accomplis avant ce jour, pour le compte de la société en formation, par Monsieur FAJNMAN Sylvain tels que ces actes sont relatés dans l'état ci-annexé avec précision des engagements qui en sont la conséquence.

Toutes ces opérations et les engagements en résultant seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société qui les reprendra à son compte par le seul fait de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

3 - La gérance est expressément habilitée à passer et à souscrire dès ce jour, pour le compte de la société en formation, les actes et engagement entrant dans l'objet social et conformes à l'intérêt social, à l'exclusion de ceux pour lesquels l'article 12 requiert, pendant le cours de la vie sociale et dans les rapports entre associés, une autorisation de la collectivité des associés.

Ces actes et engagement seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société après vérification par l'Assemblée des associés, postérieurement à l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini, et au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.



Article 23 - PUBLICITE - POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés à Monsieur FAJNMAN Sylvain à l'effet d'accomplir toutes les formalités prescrites par la Loi, et notamment à l'effet de faire insérer l'avis de constitution dans un journal habilité à publier les annonces légales dans le département du siège social.

Fait à CHARENTON LE PONT

Le 21/5/97

En quatre originaux dont un pour
être déposé au siège social et les
autres pour l'exécution des formalités.

Opini en l'honneur de l'original


Statuts mis à jour suivant décision de l'assemblée générale du 29 août 2005.